

Impact de la COVID-19 sur les remboursements des soins de santé: (mise à jour de décembre 2020)

Conclusions principales

Depuis la mi-mars 2020, la pandémie de COVID-19 a des conséquences importantes sur le remboursement des soins.

Et depuis plusieurs mois, nous réalisons un [monitoring continu de l'impact du COVID-19 sur le remboursement des soins de santé](#). Les résultats se retrouvent dans nos rapports trimestriels. Les chiffres de 2020 (jusqu'en juillet pour l'instant) sont comparés à ceux de la même période en 2019.

Le contexte particulier de la pandémie de COVID-19 fait qu'il est indispensable de regarder les conséquences sur les dépenses en soins de santé de façon globale pour l'ensemble des secteurs de soins. En effet, la pandémie et les mesures que nous avons prises ont eu des impacts significatifs sur le remboursement des soins :

- **dans tous les secteurs des soins de santé**
- **de façon différente selon les secteurs**
- **ces différents impacts étant indissociables les uns des autres.**

Voici les conclusions principales que nous pouvons tirer, jusqu'ici, concernant l'impact de la COVID-19 sur les dépenses en soins de santé en 2020.

Réorienter les dépenses prévues dans le cadre du budget 2020 des soins de santé

Dans le cadre de l'objectif budgétaire global pour les soins de santé en 2020 (27,976 milliards d'euros), des moyens ont été réorientés pour assurer la **continuité des soins** :

- **Une intervention financière exceptionnelle de 2 milliards EUR pour les hôpitaux généraux et psychiatriques.** Ces moyens étaient disponibles en raison de la réduction des dépenses due au report des soins (non urgents), tant à l'intérieur du milieu hospitalier qu'en dehors.
- **Le dossier médical global géré par les médecins généralistes augmenté de 20 EUR pour 2020.** Ce coût ponctuel de 162 millions EUR en 2020 sera financé par une sous-utilisation des dépenses de soins ambulatoires dans le cadre des honoraires des médecins.
- **La possibilité de dispenser des prestations à distance.**

QUELQUES POINTS SOUS LA LOUPE :

- **Prestations à distances**
7,2 millions de prestations à distance enregistrées au total, tous secteurs confondus, soit des dépenses à hauteur de 152 millions EUR. La grande majorité de ces prestations ont été effectuées par des médecins (145 millions EUR pour quelque 7 millions de prestations).
- **Médecins**
Le nombre de prestations pour des consultations et des visites des médecins (y compris les prestations à distance) diminue de 5,0% en 2020 par rapport à 2019. Les prestations à distance représentent 14,7 % du nombre total de consultations et visites effectuées en 2020.

- **Secteurs ambulatoires hors milieu hospitalier**

Les dépenses comptabilisées en 2020 sont actuellement inférieures de 3,8% par rapport à 2019 (janvier +6,2% ; février +1,3% ; mars -4% ; avril -27,9% ; mai -17,4% ; juin +7,3% et juillet +6,0%).

Nous observons 2 tendances :

- Une diminution des dépenses totales pour les secteurs :
 - médecins : consultations, visites et avis (-4,7%)
 - dentistes (-21,6%)
 - kinésithérapie (-18,2%)
 - orthopédistes (-17,6%)
 - opticiens (-26,0%)
 - audiciens (-22,0%) et logopèdes (-30,5%)
- Une augmentation des dépenses totales pour les secteurs :
 - infirmier (+6,9%)
 - médicaments délivrés en pharmacies publiques (+2,8%)
 - autres prestations pharmaceutiques (+3,1%)
 - bandagistes (+1,8%)
 - sages-femmes (+5,5%).

- **Milieu hospitalier**

Les dépenses comptabilisées en 2020 sont actuellement inférieures de 5,2% par rapport à 2019 (janvier +9,9% ; février +6,6% ; mars -11,9% ; avril -32,8% ; mai -19,0% ; juin +8,3% et juillet +7,9%) :

- Les rubriques des **honoraires des médecins** (soit au total la moitié des dépenses en milieu hospitalier) sont fortement impactées par la crise : les dépenses totales ont diminué de 12,2%.
- Pour les **spécialités pharmaceutiques**, aucune baisse marquante n'est à relever dans les dépenses de 2020, mais la croissance a été ralentie par la crise.
- Après une forte baisse des **soins urgents** lors du premier confinement, nous relevons un rattrapage en juin et juillet 2020 par rapport à 2019.
- Les contacts, les consultations et les traitements **non urgents** ont été reportés par les hôpitaux en mars et avril. Ces soins ont progressivement repris au cours des mois suivants, mais on ne peut pas parler d'un rattrapage comme c'est le cas pour les soins urgents.

- **Au total, pour les prestations du premier semestre 2020**

La réduction totale des dépenses est donc estimée à 1,240 milliard EUR :

- 425 millions EUR pour les prestations ambulatoires hors milieu hospitalier
- 815 millions EUR pour les prestations en milieu hospitalier.

Financer les surcoûts par rapport à l'objectif budgétaire 2020

Le 7 décembre 2020, le Conseil général de l'INAMI a approuvé un montant de 1,242 milliard EUR pour des mesures dans le cadre de la lutte contre le coronavirus en 2020.

QUELQUES POINTS SOUS LA LOUPE :

- Montants des dépenses totales ainsi comptabilisées hors objectif budgétaire : 236 millions EUR.
- Adaptation des prestations de base et forfaits infirmiers pour les prestations du 1^{er} mars au 31 août 2020 : 124 millions EUR, soit plus de la moitié des dépenses totales comptabilisées pour l'ensemble des mesures hors objectif budgétaire. Les dépenses afférentes à cette mesure dépassent de 4 millions EUR le budget prévu.
- Centres de triage et de prélèvement : 41 millions EUR.
- Surveillance des patients COVID-19 : 9 millions EUR.
- Remboursement de 1.394.403 tests de détection COVID-19 au 30/09/2020 : 59.662 millions EUR.